



Taux actuels de retard de croissance: 16.3% d'émaciation: 38.2% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale: 33%

Source: Gouvernement soudanais (MICS, 2014)

## Bons résultats

- Soudan : ce pays a mis au point une stratégie/ politique nationale en matière de nutrition.
- Soudan : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2014.
- Soudan : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire et a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 99% des enfants en 2014.
- Soudan : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

## Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (2.21% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Soudan : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (11.6% des dépenses publiques en 2014) se rapprochent des engagements du gouvernement énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'Union africaine (15% des dépenses publiques), sans toutefois leur correspondre tout à fait.
- Soudan : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques ni les mêmes droits d'accès aux terres agricoles qu'aux hommes. Cela accentue la vulnérabilité des femmes et des enfants à la faim et à la malnutrition.
- Soudan : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (The Five-Year Plan) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Soudan : ce pays ne dispose pas de ligne budgétaire distincte pour la nutrition ; cela rend impossible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- Soudan : bien que ce pays ait élaboré une stratégie/politique nationale en matière de nutrition, on note toujours l'absence d'objectifs de nutrition clairs assortis de délais et d'un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques.
- Soudan : le faible accès à des sources d'eau potable améliorées (55.5% en 2014) et à des installations sanitaires améliorées (23.6% en 2014) empêche l'obtention de résultats positifs en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Soudan : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est médiocre.
- Soudan : l'État n'offre pas de dispositifs de protection sociale.

## Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

### Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>	2.21%	2014	35e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>1</sup>	11.6%	2014	15e

### Politiques

Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>2</sup>	Moyen	2014	20e
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>2</sup>	Moyen	2013	21er ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	59.3%	2010	28e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>2</sup>	Très médiocre	2016	43e ex aequo

### Lois

Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>2</sup>	Médiocre	2011	31er ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>3</sup>	Pas dans la loi	2014	41er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>3</sup>	Pas dans la loi	2011	26e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2006	1er ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (Abuja) et l'agriculture (Maputo) ● >=75% <100% ● >=100%

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

## Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

### Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Non	2012	29e ex aequo

### Politiques

Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	99%	2014	2e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2010	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	55.5%	2014	40e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	23.6%	2014	29e
Visites médicales pour les femmes enceintes	79.1%	2014	39e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup>	Faible	2007-2011	35e ex aequo
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Non	2012	36e ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Non	2012	32e ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo

### Lois

Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>	Faiblement consacre dans le droit	2016	28e ex aequo
--	-----------------------------------	------	--------------

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel